

## "Des citoyens actifs" dans L'Humanité (27 juin 1984)

**Source:** L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 27.06.1984. Paris: L'Humanité.

**Copyright:** (c) L'Humanité

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"des\\_citoyens\\_actifs"\\_dans\\_l\\_humanite\\_27\\_juin\\_1984-fr-f94fc716-12c6-4e84-be11-46b2cdf7da8d.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 18/09/2012

## Des citoyens actifs

ARRIVES à Fontainebleau les oreilles encore bourdonnantes des résultats des élections européennes — abstentions massives et recul de tous les gouvernements en place — les dix chefs d'Etat et de gouvernement avaient tous la volonté, sinon d'affirmer leur unité, du moins de dégager un large consensus.

Finies les petites phrases assassines, qui habituellement envahissent les couloirs. Chacun est venu tout sourire déployé. Tout le monde est reparti satisfait. L'ordre apparent de la maison européenne est rétabli.

François Mitterrand s'est félicité des accords intervenus hier, et plus généralement du bilan de sa présidence. En six mois, « *tous les contentieux, y compris ceux réputés difficiles* », et qui, pour la plupart, traînaient depuis des années, « *ont été liquidés* » : contribution britannique au budget, contribution au budget communautaire, premiers pas vers le démantèlement des montants compensatoires jouant pour la RFA comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation, politique agricole commune... Des « idées » françaises, comme l'établissement d'un passeport communautaire ou encore la relance politique de l'Europe, ont été retenues et mises à l'étude.

Les différends sont effacés, mais les problèmes le sont-ils ?

L'accord agricole n'a été obtenu en mars dernier que sur la base d'une régression de la production laitière. Les agriculteurs français ont clairement dit leur opposition à un tel arrangement: les Italiens ont manifesté leur mécontentement: pour d'autres raisons, les paysans ouest-allemands également. Tous ont subi une baisse de leur pouvoir d'achat l'an dernier.

Pourquoi, dans ces conditions, décider, comme hier, de prendre en compte uniquement la situation jugée « exceptionnelle » des agriculteurs de la RFA qui, jusqu'à présent, ont été les grands gagnants du système communautaire et vont, dès cette année, recevoir une aide supplémentaire ? Pourquoi refuser de négocier avec les autres ?

D'autant que l'apparition des nouvelles techniques dans le domaine agro-alimentaire, la naissance des biotechnologies offrent aujourd'hui la possibilité de diversifier l'utilisation du lait. Salariés et paysans s'y retrouveraient. Que dire d'ailleurs d'une Europe qui incite à réduire des productions essentielles à la vie, alors que des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent chaque jour de faim dans le monde ?

C'est un peu le même esprit qui a présidé au règlement des exigences britanniques. Si Mme Thatcher a dû réduire sensiblement son appétit, elle n'en recevra pas moins la bagatelle de 6.9 milliards de francs. Ce qui réduit d'autant les moyens d'action commune pour des politiques mobilisatrices en faveur de l'emploi et de l'industrie. On connaît par contre ce que fera Mme Thatcher de ces fonds... les mineurs britanniques en savent quelque chose.

La « dame de fer » a obtenu dans le même temps un nouveau système de calcul de sa contribution au budget de la CEE qui, s'il n'est pas tout à fait au niveau de ses prétentions, constitue dans son principe une véritable prime à la croissance zéro et à l'austérité. Plus elle cassera, moins elle paiera. Aux autres d'acquitter la facture. Ce qui d'ailleurs ne fera que renforcer les difficultés budgétaires dont parlent déjà les experts de la CEE.

Comment, dans ces conditions, redonner confiance aux forces populaires qui, le 17 juin, dans des circonstances propres à chaque pays, ont montré leur désintérêt, voire leur rejet de cette Europe ? Une Europe connue pour ses plans de régression économique et sociale (charbon, sidérurgie, agriculture...), et incapable de répondre aux préoccupations profondes des peuples: l'emploi et le pouvoir d'achat. Et ce n'est pas en passant de dix à douze que l'on ouvrira des perspectives enthousiasmantes. Bien au contraire.

Pourtant, d'autres choix sont nécessaires, même si la politique rétrograde de Mme Thatcher et les options de M. Kohl ne facilitent pas la tâche. Des coopérations sont néanmoins possibles, permettant de créer dans chaque pays des emplois qualifiés capables de renforcer et d'impulser des productions compétitives, afin de

faire face aux prétentions japonaises et américaines. L'exemple d'Airbus, dont le programme a été bâti en dehors des instances communautaires et avec des entreprises nationalisées, n'est-il pas probant ? Des négociations pourraient également se nouer pour répondre conjointement aux aspirations des salariés à travailler autrement et plus efficacement.

L'Europe, en effet, ne peut être riche - dans tous les sens du terme - que grâce au développement des ressources de chaque pays et à l'épanouissement des identités nationales. Ce sont les bases mêmes sur lesquelles on peut, avec succès, faciliter la construction d'une « Europe des citoyens ». Des citoyens actifs.

Martine Bulard